

CONGRÈS DES AMIS DE LA PAIX.

L'idée de réunir les amis de la paix, à jour fixe, tantôt dans une capitale, tantôt dans une autre, de soumettre à la discussion publique ces grands principes politiques, et d'assujétir la diplomatie officielle aux sentiments et aux intérêts populaires, ne pouvait naître que de l'autre côté du détroit. En France, l'amour de la paix aurait donné lieu à un article *variété*, dans quelque grand journal, ou à quelque motion timidement faite à la tribune des représentants, d'où elle aurait passé, par grande fortune, aux mains d'une commission chargée de l'enterrer honorablement, et voilà tout. En Angleterre, sa carrière n'est ni aussi humble ni aussi courte. La question est portée devant la nation transformée en jury, et on lui demande : la guerre vaut-elle ce qu'elle coûte? Retirez-vous en honneur et en profit l'intérêt de votre sang et de votre argent? Si la guerre est la dernière raison des rois n'est-elle pas la première folie des peuples? Une fois l'attention fixée sur cette question, elle devient une préoccupation générale; l'opinion se modifie, et les faits, à leur tour, se conforment aux exigences de l'opinion. Aussi, nous sommes heureux d'avoir vu cette nouveauté transportée à Paris; nous espérons qu'elle y prendra droit de cité. Quoique l'heure paraisse mal choisie, quoique la réalité semble, à première vue, donner un démenti au principe de la *paix*, quoique les blessures saignent encore aux flancs des nations, nous savons gré aux Amis-de-la-Paix de n'avoir pas reculé et d'avoir eu foi dans leurs croyances. Cela témoigne d'une résolution ferme et d'un esprit dégagé qui sait voir au-delà de l'heure présente.

Est-ce à dire que nous voyons déjà ce congrès pacifique surmonter toutes les difficultés? que nous nous attendions à une solution pratique et immédiate? Est-ce à dire qu'un tribunal d'arbitrage entre les peuples va se constituer? et, qu'une fois constitué, les rois et les nations s'empresseront d'exécuter ses sentences et renonceront à jeter leur épée dans les balances de la justice? Non certes. Notre optimisme n'est pas assez robuste pour nous permettre de semblables illusions. Mais nous savons que les efforts vers le bien et le juste, les tendances vers l'idéal, pour n'avoir que des fruits tardifs ne sont pourtant point stériles. Nous n'obtiendrons pas encore un tribunal international, un désarmement général, mais, de jour en jour, la guerre deviendra de plus en plus odieuse; et, partant, de plus en plus difficile. Peu nous importent la forme donnée à ce tribunal et les difficultés de sa procédure. Ce qui est grave, c'est le progrès des sentiments de justice et de bienveillance des peuples entr'eux; progrès constaté par le fait même d'une réunion où se comptaient tant d'hommes éminents dont les pères se sont rencontrés sur les champs de bataille. Ce qui est grave, c'est l'intelligence de ce fait moderne, que la force brutale devient de plus en plus une force perdue, que, s'il y a beaucoup à faire avec la haine, il y a plus encore à faire avec l'amour, et que l'homme est plus puissant par le baiser qu'il donne que par le sang qu'il peut verser.

Les esprits forts objecteront qu'il n'y a rien d'utile et rien de *pratique* dans tout cela. Nous leur demanderons, à notre tour : est-il plus pratique, est-il plus utile pour l'Italie et la Hongrie de compter sur leur bon droit et d'en appeler à leur épée? Est-il plus pratique pour la Russie et pour l'Autriche d'écraser des nationalités, qui ressusciteront demain, parce que si on a épuisé leur sang, on n'a pas épuisé leur droit? Est-il plus utile, est-il plus pratique pour la France de maintenir la *paix armée*, c'est-à-dire de se ruiner par prévoyance, et de jouir, par anticipation, de toutes les misères de la guerre pendant la paix? de consacrer de 1831 à 1849 plus de six milliards aux dépenses militaires? d'absorber ainsi la consommation, c'est-à-dire la vie de plus d'un million d'hommes par année? Est-il plus utile, plus pratique pour toutes les nations de l'Europe de faire entrer la dotation de l'armée, là pour un quart, là pour une moitié, dans leurs dépenses générales? Quand donc les peuples comprendront-ils que les armées ne produisent pas et qu'elles consomment ce que les peuples produisent, et que tout ce qui sert à salarier la guerre est autant de retranché sur les revenus de la nation?

J. B.